



Conseils de quartiers, Le 6 décembre, je vais voter!

Depuis bientôt deux mois, plusieurs centaines de Vénissiens se sont retrouvés dans les assemblées générales des conseils de quartiers pour partager leur ville en partant de leur quartier. Logement et environnement en passant par les transports et le stationnement, exigence de tranquillité et défense du vivre ensemble, voiries, marchés et propretés...l'équipe municipale met tout sur la table, explique les difficultés et les solutions, appelle les habitants à s'en mêler pour faire avancer tout ce qui est utile au bien vivre des Vénissiens... Grands et petits problèmes, projets et réalisations, aucun sujet n'a été laissé de côté.

Cent soixante cinq femmes et hommes se sont portés candidats pour représenter les habitants, défendre leur quartier et leur ville, faire progresser le travail collectif. C'est beaucoup plus qu'en 2011 (46 candidats supplémentaires). Ce nombre important de candidats, comme la participation nombreuse de la population aux assemblées de quartier, dément les pronostics qui voulait faire croire que les conseils de quartier ne serviraient à rien et que la population s'en détournerait.

Vénissieux est la première ville à avoir créé des Conseils de quartier. Bien sur, ils agissent dans une société difficile marquée par les inégalités, le chômage et la pauvreté, le "chacun pour soi" et la violence, le désengagement de l'Etat des services publics et de la solidarité.

Pourtant, chaque fois que les habitants s'en sont saisis, ils ont permis que soient posés collectivement les problèmes du quartier des plus grands au plus petits, des incivilités aux hausses de loyers et problèmes des écoles, en passant par les trous dans les trottoirs, les jeux pour enfants, les questions de circulation et de stationnement. Et bien des problèmes ont été entendus et résolus grâce à leur action.

Notre pays traverse une période dangereuse. L'austérité gouvernementale fait des ravages, le capitalisme tente de dresser les citoyens les uns contre les autres. Au plan institutionnel la Métropole va se substituer au département, notamment en ce qui concerne les compétences sociales, sur le territoire de l'agglomération avec le risque d'éloigner un peu plus les citoyens des lieux de décision et de fragiliser l'accompagnement social des populations les plus démunies. Les communes sont menacées dans leur capacité à décider et agir. L'extrême-droite tente d'exploiter cette situation pour gagner du terrain dans les consciences comme dans les urnes.

Ce n'est pas le moment de se laisser enfermer dans la résignation ou l'individualisme. Plus que jamais les citoyens ont besoin d'outils pour réfléchir et travailler ensemble, pour prendre en main leurs affaires à partir de la commune jusqu'à l'Etat en passant par l'agglomération.

Les Conseils de quartiers sont faits pour cela!

**Cent soixante cinq candidats, c'est une énergie considérable!
Donnons toutes leurs forces à nos délégués et à nos Conseils de
quartier en allant voter nombreux!**

Samedi 6 décembre, de 9h à 16h, 13 bureaux de vote

Centre: Hôtel de Ville, **Gabriel Périe:** Résidence Henri Raynaud

MaxBarel/Charréard: Groupe scolaire Charréard, **Pasteur/Monery:** Groupe scolaire Pasteur

Parilly: Groupe scolaire Parilly, **Jules Guesde:** Ecole Jules Guesde

Moulin à Vent/Georges Lévy/Renan: Groupes scolaires Georges Lévy et Moulin à Vent

Joliot-Curie: Groupe scolaire Joliot-Curie, **Saint-Exupéry:** Groupe scolaire Saint- Exupéry

Anatole France/Paul Langevin: Restaurant scolaire Anatole France

Louis Pergaud/Léo Lagrange: Ecole Louis Pergaud, **Charles Perrault:** Ecole Charles Perrault

Jean Moulin/Henri Wallon: Groupe scolaire Henri Wallon



Le gouvernement, la droite et le MEDEF font mensonges communs

Un pilonnage idéologique tend à faire passer la France pour un pays en faillite et en gabegie de dépenses publiques : 2 000 milliards d'euros de dettes, plus de 30.000 euros par habitant. C'est la chasse aux économies et à la dépense publique et sociale. Ce sont les 11 milliards de baisse des dotations aux collectivités locales sur trois ans. C'est la Cour des comptes qui propose d'économiser 400 millions d'euros en ne remplaçant plus qu'1 départ à la retraite sur 3 dans les fonctions publiques, y compris dans les hôpitaux ! C'est la dénonciation de « l'assistanat » ainsi que du « coût du travail » et de la protection sociale. En bref, vous payez trop d'impôts, ce serait la faute aux pauvres et aux immigrés, lesquels en plus "fraudent"... Voilà en résumé ce qui se raconte du matin au soir dans l'essentiel des médias et des discours politiques ainsi que du Medef.

Les racines des difficultés sont pourtant toutes autres

Dividendes, rachats d'actions et circuits financiers captent une part croissante de la richesse produite. Pour les seuls dividendes, le taux de marge financière - part des dividendes dans la valeur ajoutée (richesse produite) - est passé de 2% au début des années 1980 à 14% en 2013.

Le rêve de monsieur Gattaz, c'est ce que vient de réaliser Wall-Street, les dividendes et rachats d'actions - stériles économiquement : ni emploi, ni investissement, ni richesse produite - viennent d'atteindre 95% du résultat des entreprises cotées ! Il n'y a pratiquement plus rien pour le réinvestissement. Il ne faut pas s'étonner que les électeurs d'Obama n'aient rien vu de la « reprise économique ».....En France, pour le CAC40, ce taux a dépassé 80% en 2013.

Pillage de fonds publics

Aucun audit n'est réalisé du mille-feuille d'« aides aux entreprises », qui dépasse 200 milliards d'euros, dont les 30 d'exonérations de cotisations, les 10 (qui deviendront 20 en 2015) du CICE, les 6 du Crédit Impôt Recherche,... Et les informations qui remontent pour le CICE par exemple, montre une inefficacité pour l'emploi et l'investissement.

L'action contre la fraude fiscale (50 milliards) et la fraude sociale (22 milliards dont 20 de fraude patronale aux cotisations !) reste limitée. Alors même que le taux d'Impôt sur les Sociétés a été abaissé de 50% à 33% en 20 ans. Et le taux réel est inférieur à 10% pour les grands groupes compte tenu des possibilités d'« optimisation fiscale »

Ce sont autant de gisements de milliards qui existent (ils ne sont pas à emprunter !) et qui pourraient être mieux utilisés. Mais évidemment, c'est plus difficile d'aller chercher et réorienter ces milliards-là, qu'en prendre 6 sur le dos des consommateurs en augmentant la TVA ou en économisant en gelant le point d'indice des salaires de la fonction publique. Et cela se paye par le chômage et la stagnation économique.

Quant au crédit, constatons seulement que la Banque Centrale Européenne s'apprête à réinjecter 1000 milliards d'euros (Le Monde daté des 7 et 8 novembre) dans l'Eurosystème, et prête aux banques commerciales à un taux directeur de 0,05% ! Mais elle ne prête toujours pas aux États, alors qu'un pays comme la France pourrait économiser plusieurs milliards d'euros sur les 45 milliards du « service de la dette » en se refinançant directement auprès de la BCE !

Il y a dans le pays une majorité de femmes et d'hommes qui refusent cette politique d'austérité. Les rassembler pour construire ensemble, c'est ce à quoi veut se consacrer le Parti communiste. D'autant que d'autres choix sont possibles. Nous ne sommes pas condamnés à l'austérité permanente et à l'insécurité sociale. Il faut mettre en œuvre une politique qui parte des besoins sociaux, s'attaque aux inégalités et à la finance.